

6

Pétrole et géopolitique en Afrique centrale

Etanislav Ngodi

Quarante ans après les indépendances et malgré sa richesse, l'Afrique centrale continue de sombrer dans le chaos. Placé sous forcené sous l'encadrement d'une dictature militaro- affairiste, le pétrole est géré dans le contexte du clientélisme, népotisme et de la corruption. La compétition pour la conquête des réserves pétrolières attise des convoitises entre les multinationales occidentales (Shell, BP-Amoco, Chevron, Texaco, Exxon ou Total Fina Elf). L'affirmation des contradictions du néolibéralisme (désordres monétaires et financiers, croissance lente, crises) vient se combiner à l'offensive des pays dominants.

Dans le contexte du nouvel ordre mondial, l'impérialisme américain est la seule puissance impérialiste à présenter une stratégie militaire pour imposer l'hégémonie à l'échelle du monde entier. La militarisation des relations internationales, la course aux armements et les contradictions aiguës à l'intérieur des puissances et entre elles, produisent et reproduisent la violence et la guerre, renforcent l'instabilité et créent le risque des conflits militaires généralisés pour conquérir les matières premières.

L'exploitation des ressources pétrolières en Afrique centrale continue de faire l'objet des conférences, séminaires et publications. Cette ressource géostratégique qui représente 80 à 90% des exportations des pays producteurs de la sous- région est loin de combler toutes les attentes.

Le pétrole a non seulement une place dominante dans l'économie de l'énergie, mais joue aussi un rôle essentiel dans la croissance économique, dans la défense nationale comme dans la vie quotidienne. Les mutations de l'industrie pétrolière en Afrique centrale se produisent de manière concomitante avec les restructurations en cours au niveau international.

Nous comptons articuler notre problématique autour des questions suivantes :

Quelle est la place du pétrole en Afrique centrale ? Quel est l'enjeu de l'or noir africain dans la stratégie pétrolière du nouvel ordre mondial ? Quel est l'avenir du Golfe de Guinée à l'heure des convoitises pétrolières ?

Répondre à toutes ces questions nous conduira à présenter l'Afrique centrale et à étudier les équations pétrole et conflits armés et pétrole et nouvel ordre mondial en Afrique centrale et dans l'ensemble du Golfe de Guinée.

L'Afrique centrale, une région pétrolière stratégique

1- Présentation des pays producteurs du pétrole

L'Afrique centrale possède de nombreuses richesses naturelles. Le pétrole est incontestablement l'une de ses principales richesses. La quasi- totalité des Etats de la région sont soit des producteurs de l' « or noir » (Congo, Gabon, Cameroun, Guinée –Equatoriale), des sites de prospection de cette ressource stratégique (Tchad, RCA et Sao-Tome-et-Principe, République Démocratique du Congo).

En Afrique subsaharienne, le Congo Brazzaville se classe au 3^e rang des pays producteurs après le Nigeria et l'Angola. L' or noir représente 80% de ces recettes d'exportation. La gestion opaque des recettes s'accompagne de l'expansion de la corruption. Les enjeux pétroliers constituent une donnée permanente depuis l'accession du Congo à l'indépendance en 1960. La compagnie française Elf contrôle les 2/3 de sa production et le 1/3 restant est partagé par les sociétés italienne Agip et américaine Amoco. C'est la rente pétrolière qui a accéléré l'urbanisation massive du Congo, paralysé la stabilité institutionnelle et engendré la récurrence des tensions politiques et des affrontements urbains entre 1993 et 1998.

Les Cahiers de l'IGRAC

L'activité pétrolière a fait l'objet, dès 1994, de réformes importantes, notamment la révision du code des hydrocarbures (Loi n°24-94 du 23 juin 1994). C'est ainsi que depuis janvier 1996, des Contrats de partage de production (CPP) ont été signés pour l'ensemble des nouveaux gisements pétroliers. Ce régime a augmenté la part de l'Etat congolais de 17 à 33%

Le pétrole n'a pu jouer depuis 1969 le rôle de moteur du développement du fait de la mauvaise utilisation des recettes générées par son exploitation. La manne pétrolière a eu pour conséquences, comme on l'a déjà énoncé, l'explosion de cycles de violences, la persistance des guerres fratricides depuis 1993, l'enrichissement des élites gouvernantes et l'instrumentalisation des ethnies qui engendre des affrontements.

Le Gabon, situé en bordure de l'océan Atlantique, s'étend sur une superficie de 267.670 km², dont 85% sont occupés par la forêt équatoriale. L'économie gabonaise est dominée par le pétrole. La rente pétrolière représente 47% du produit intérieur brut (PIB), 70% des recettes budgétaires et 80% des exportations du pays.

L'exploitation des ressources naturelles non-renouvelables est sous la tutelle du ministère des Mines, des Ressources hydrauliques et du Pétrole. L'exploitation de l'or noir est régie par la loi n°4 /88 du 23 septembre 1988. Un nouveau code minier est en gestation. La découverte du pétrole et son exploitation dans les années 1960 ont facilité l'essor de l'économie gabonaise. Mais, cette ressource est aujourd'hui moins abondante, les champs pétrolifères les plus rentables étant vieillissants et les prospections révélant des réserves certes importantes, mais situées dans des zones ou à des profondeurs coûteuses à l'exploitation. Dans le premier cas, on a les gisements Rabi- Kounga, qui ont permis au Gabon d'atteindre le record de 220.000 barils/jour en 1997, soit 60% de la production des hydrocarbures du pays. Outre ce site, les champs pétrolifères sont situés à Ivinga, Echira, Coucal, Ablette, Merou, Pingouin, Lucina, Mbya, Brème, etc. En 1996, on a extrait de ces sites 183 millions de tonnes. La production a atteint son pic en 1997 (18,5 millions de tonnes) avant d'évoluer en dents de scie : 13,5 millions de tonnes en 2000 et 12 millions de tonnes en 2002.

Le Gabon constitue la base principale de la compagnie Elf en Afrique centrale. C'est donc à partir de ce pays que les différents présidents de cette compagnie tissent des réseaux de financement occultes mettant en évidence l'imbrication des intérêts privés (d'Elf) et de ceux du chef de l'Etat en exercice, Omar Bongo. (Avril 1998).

L'actualité du Gabon est dominée par la démocratisation et l'économie politique de la rente pétrolière. Malgré une certaine stabilité institutionnelle, l'avancée démocratique n'est qu'un leurre, car font encore figure de caractéristiques politiques dominantes les élections truquées à la française, les assassinats politiques, la corruption, etc. (Odzambo 1997).

Un grand mystère semble aujourd'hui entouré l'utilisation de la manne pétrolière au Cameroun. Aborder cette question est un exercice mal perçue par les autorités dirigeantes de ce pays. En effet, les recettes pétrolières n'ont jamais été budgétisées pour, dit-on, ne pas habituer les Camerounais à la facilité. (Glaser 1993).

Mongo Beti et d'autres intellectuels ont toujours dénoncé les pratiques mafieuses de la France et de la compagnie Elf au Cameroun. Celles-ci sont résumées par la formule « le pétrole, c'est la Présidence ». L'utilisation de la rente pétrolière est un éternel contentieux en débat. Le contrôle direct par la présidence de la République de la Société nationale des Hydrocarbures (SNH), connue sous le label « *Confidentiel Défense* », permet d'alimenter la « caisse noire » de l'Etat camerounais. (*Ibidem.*).

La production de pétrole a fortement chuté ces dernières années, au point d'apparaître aujourd'hui comme quelque chose d'anecdotique. Ne capitalisant pas les mêmes chances que les autres producteurs de la (sous)région, sa production est passée de 164.000 b/j en 1990 à 110.000 en 1996. Les réserves, trouvées en fin 1996, s'élevaient à 400 millions de barils de brut. On estime que cette aventure pétrolière risque d'être de courte durée, à moins que l'on ne fasse de nouvelles découvertes venues s'ajouter à celles de Bakassi. La production pétrolière au Cameroun est assurée par trois sociétés : Total Fina Elf, Pecten Cameroun Company et Perenco qui opère dans le bassin de Rio Del Rey et de Douala Kribi Campo.

Mais n'oublions pas de noter que la diversification des activités économiques et le dynamisme de la population confèrent au Cameroun une forte influence en Afrique centrale. Ce pays est désormais sur la voie du *take off* économique ; il ne peut s'en écarter que si les autorités gouvernantes ne redoublent pas d'efforts en matière de bonne gestion des ressources locales.

Les rapports de force évoluent considérablement en Afrique centrale. Ainsi les puissants d'hier (Gabon, Cameroun) risquent bien de ne plus être ceux de demain. La poussée démographique et la gestion des ressources demeurent à coup sûr des facteurs d'endiguement de leur influence pour demain. Il convient donc d'analyser la montée en puissance de la bande des trois (Tchad, Guinée- Equatoriale et Sao Tomé- et-Principe.)

Les Cahiers de l'IGRAC

Le Tchad avec l'exploitation du pétrole de Doba a intégré le groupe des Etats pétroliers de l'Afrique centrale. Il est envisagé de les creuser dans les champs pétrolifères de Komé, Bolobo et Miandoum. D'après les estimations les plus fiables, les réserves de Doba s'élèveraient à environ 900 millions de barils. D'autres réserves ont été localisées dans la fosse de Bongor et dans les bassins de Kyabé et du Salamat. Dès la mise en exploitation du pétrole de Doba le Tchad pourrait exploiter 225000 barils par jour. L'oléoduc Tchad-Cameroun, long de 1.070 km, devrait assurer la liaison jusqu'au port camerounais de Kribi. Cette perspective fait désormais partie des priorités stratégiques des compagnies pétrolières occidentales. Les contrats pétroliers sont répartis comme suit : Exxon (40%), Petronas(35%) et Chevron(25%).

La découverte des gisements de Doba représente aujourd'hui une manne providentielle pour ce pays enclavé. Les nouvelles recettes devraient lui permettre de s'affranchir de la tutelle pesante de la Libye et de conforter l'influence grandissante exercée sur son voisin, la RCA.

L'exploitation du pétrole présente cependant quelques incertitudes. Il se pose au Tchad un problème de gouvernance, l'intolérance, la personnalisation du pouvoir, la confusion entre bien public et bien privé, l'instabilité persistante voulue et entretenue au quotidien, l'incurie, et la gabegie.

La Guinée- Equatoriale détient aujourd'hui le record mondial en matière d'octroi de permis de recherche pétrolières *off shore* en cours. Dans ce « Koweït africain », les Etats-Unis renforcent leurs positions. De nombreux techniciens et cadres américains se sont installés et continuent à affluer dans le pays. Les sociétés pétrolières comme Gulf, Triton, Exxon, Mobil et CEPESA exploitent son pétrole.

Pays insulaire avec une population qui ne dépasse pas 450.000 habitants, la Guinée- Equatoriale est devenue, en l'espace de quelques années, un des premiers producteurs par habitant de la planète. Son PIB a été multiplié par 15 depuis 1995. Les recettes de sa production pétrolière qui atteint quelques 130.000 b/j ont été multipliées par 6. C'est ainsi qu'en 2002 la croissance de ce pays a été de 16,5% , avec un PIB/habitant de 5.000 euros annuels.

Sao Tomé-et- Principe, ancienne colonie portugaise d'environ 140.000 habitants, comporte plusieurs îles. Ce micro- Etat insulaire, s'étendant sur une superficie de 1.001 km² répartie sur les deux principales îles, Sao Tomé et Principe, doit faire face, pour se développer, à des handicaps importants comme l'insularité, la monoculture du cacao (qui représente 90% des exportations), le morcellement et l'étroitesse du marché, la faible qualification de la main d'œuvre. Aussi le pays est-il particulièrement dépendant de l'aide extérieure qui représente 70% du PIB.

Des études géologiques laissent penser que des gisements de millions de barils de pétrole pourraient se trouver au large de l'archipel près des côtes du Nigeria, du Gabon et de la Guinée- Equatoriale. L'archipel entrera alors dans le cercle restreint des producteurs africains d'or noir. Une aubaine pour l'un des pays les plus pauvres du monde.

Des grandes compagnies pétrolières dont Chrome Energie, PGS, Royal Dutch Shell Exxon Mobil s'intéressent à l'exploitation des gisements de la zone conjointe avec le Nigeria. Ce sont le principal site s site des parcelles à exploiter. Pour l'heure, les autres réserves exploitables de l'archipel demeurent méconnues. En plus, l'exploitation de l'or noir est gelée à cause d'un différend territorial avec le Nigeria. Mais, elle pourrait bientôt être lancée grâce à un accord signé en février 2001 avec ce pays et fixant la répartition des coûts et bénéfices. Ainsi, 60% vont revenir au Nigéria et 40% à la Guinée Equatoriale

Dans plusieurs milieux pétroliers, on estime que Sao Tomé devrait toucher, au 1^{er} trimestre 2004, plusieurs millions de dollars américains, fruit de la mise aux enchères de neuf blocs pétroliers *off shore* lancée au Nigeria en avril 2003. En atteste ce propos du ministre des Ressources naturelles de Sao Tomé, Joaquim Rafael Branco : « *Au 1^{er} trimestre 2004, nous devrions toucher l'argent de la vente des neuf blocs. Mis aux enchères à 30 M USD, cela fera 270 M USD si nous les vendons tous.* ».

Tous ces nouveaux producteurs de pétrole commencent à développer une certaine influence politique. Ce faisant, ils sont sur les pas du Gabon. C'est dans les années 70 et 80 que ce pays est parvenu à se tailler un leadership politique qui se manifeste en dehors des frontières de l'Afrique centrale. .

Ce panorama ne rend pas compte de l'étendue du champ pétrolifère qu'est l'Afrique centrale. La RDC et la RCA détiennent d'importants gisements pétroliers. Dans le premier pays nommé, les travaux d'exploration effectués par la société CONOCO laissent entrevoir de sérieux indices prometteurs. Ces gisements prolongent ceux de Doba au Tchad. Hors zone, on note la montée en puissance de l'Angola dans la sous-région. Ses importantes richesses pétrolières ainsi que sa puissance militaire, acquise grâce à une armée forte et disciplinée, en ont fait le gendarme de l'Afrique centrale.

On comprend mieux ainsi ses interventions dans les deux Congo. Etant à cheval entre l'Afrique centrale et l'Afrique australe et compte tenu de son importance géostratégique, nous avons souhaité intégrer ce pays dans notre réflexion.

Les Cahiers de l'IGRAC

Le golfe de Guinée en général et l'Angola en particulier sont aujourd'hui considérés comme « le champ de bataille le plus chaud d'Afrique », un site à forte compétition entre les compagnies internationales. Dans l'exploitation et la prospection du pétrole, plusieurs compagnies occidentales se sont installées. Parmi elles, il y a : Texaco, Shell, BP Amoco, Total Fina Elf. Ces compagnies procèdent dans certains cas à des ententes stratégiques pour réduire la compétition. Ainsi, pour l'exploitation du gisement de Girasol en Angola, Elf Exploration Angola s'est attribuée 35% de la production, laissant le reste à Esso (20%), Statoil (13,33%), Norsk Hydro (10%) et Fina (5%).

L'Angola dépend presque uniquement de ses revenus pétroliers en expansion, ce que la guerre a lourdement aggravé. En 1960, le pétrole représentait 8% du PIB et l'agriculture, 50%. En 1995, la part de l'agriculture était de 17% et celle du pétrole, de 40%.

Tout comme au Nigéria, la rente pétrolière représente maintenant 80% du trésor public. En 1993, ce deuxième pays producteur de pétrole en Afrique subsaharienne rejoignait les rangs des pays les plus pauvres du continent avec un revenu annuel par habitant de 410 dollars américains. En effet, depuis la fin de la Guerre froide et la disparition du leader de l'Union pour l'Indépendance totale de l'Angola (UNITA), Jonas Savimbi, Washington n'a cessé de renforcer ses positions dans ce pays.

Durant l'interminable conflit angolais, le gouvernement français, par le biais d'Elf, soutenait simultanément le régime de Luanda et la « dissidence armée » de Savimbi. La France a toujours considéré l'Angola comme son « nouvel eldorado pétrolier ». Elf y contrôle des sites de pétroliers *on shore*. Certains d'entre eux sont localisés dans l'enclave de Cabinda, notamment à Cabinda – Sud, Soyo FST, Soyo FS et Kwanza.

Au regard de cette présentation synoptique, il apparaît que les découvertes importantes au Congo Brazzaville, en Guinée - Equatoriale sont susceptibles de compenser l'épuisement des anciens gisements et accroître un intérêt accru pour les champs marginaux.

2- La gestion opaque de l'or noir

Le pétrole est une matière première stratégique, « tant par sa fonction énergétique dans un grand nombre d'activités, ou d'input dans les secteurs industriels (pétrochimie), que par les montants qu'il représente dans le commerce international. » (Jacquet et Nicolas 1991 : 13). L'industrie pétrolière met en scène nombre d'acteurs aux pouvoirs inégaux et aux objectifs parfois contradictoires.

Les acteurs les plus importants de l'industrie pétrolière sont les pays producteurs, les compagnies transnationales et les pays consommateurs. Leurs relations déterminent le fonctionnement de cette industrie et affectent jusqu'à ce jour les populations locales des pays producteurs et les consommateurs des pays industrialisés. Depuis une vingtaine d'années, les acteurs économiques et politiques les plus influents s'entendent sur l'application de plusieurs stratégies de développement libérales, dont la libéralisation de l'économie, la déréglementation et la privatisation.

Le pétrole constitue une source de richesses hors du commun, dont l'appropriation très inégalitaire est généralement défendue ou contestée par la violence ou les détournements. Larguée dans tous les domaines, l'Afrique reste un continent pétrolier plein d'avenir. Le Golfe de Guinée attire toutes les grandes firmes pétrolières du monde, enclin à mettre en branle ou à appuyer des processus de socialisation des pertes, de privatisation et de capitalisation des profits.

L'exploitation des gisements pétroliers se réalise de plus en plus au moyen des consortiums, alliances stratégiques nouées par des concurrents aux portefeuilles d'activités diversifiées. Par cette dernière forme de concentration, les multinationales ont acquis dans les négociations une capacité de neutralisation des Etats vivant de la rente pétrolière. Dès lors, ces derniers sont à leur merci. Profitant des faiblesses des réglementations qu'elles ont d'ailleurs pris soin d'influer, elles se permettent de financer des conflits armés et les activités politiques des dictateurs au pouvoir. Des leaders comme Bongo, Sassou, Biya, Obiang Nguéma appliquent la politique du partage du gâteau national dont une part importante et secrète vient du pétrole.

La gestion du pétrole demeure une affaire privée entre le président de la République et la compagnie de pétrole agréée. Cette gestion rime avec constitution et approvisionnement de caisses noires, production de dossiers noirs et mise en place de fonds noirs. Un petit groupe de nantis, détenteur du pouvoir politique et principal bénéficiaire des revenus pétroliers, maintient la majorité de la population dans une pauvreté sans cesse croissante.

Dans le bastion pétrolier d'Afrique centrale, convoité et/ou contrôlé par les compagnies américaines et françaises, l'or noir domine la politique, l'économie et le développement. Les recettes provenant de son extraction servent à maintenir les dictateurs au pouvoir, à leur offrir un appareil répressif sophistiqué ou à consolider des amitiés coupables. Par le truchement de banques d'affaires comme FIBA, PARIBAS, CFD,

Les Cahiers de l'IGRAC

ces sommes d'argent vont alimenter les comptes des hommes politiques convertissant ainsi la rente pétrolière en « réserve financière privée », fonds d'investissement sur le terrain politique (financement des activités de parti, achat des consciences citoyennes lors des élections, armement des gardes prétoriennes) (Verschave 2000).

C'est à cause des dividendes du pétrole que certains présidents ont été maintenus au pouvoir et d'autres débarqués. Le procès d'Alfred Sirven et André Tarallo, tous dignitaires de la compagnie pétrolière Elf a dévoilé la complexité et la profondeur des connexions construites par les dictateurs africains, les marchands d'armes et les gouvernements étrangers pour maintenir le statut quo dans les pays producteurs de pétrole. Cette ressource est devenue la source de tous les maux. D'où cette révélation : « Il est clair que dans l'ensemble des pays pétroliers, c'est le Chef d'Etat ou le Roi qui est le bénéficiaire du pétrole de son pays. » (Agence France Presse (AFP), dépêche du 30/03/03).

Les processus démocratiques en cours en Afrique centrale sont en partie influencés par l'exploitation du pétrole. Dans les différents pays, la tendance est au retour à une forme voilée de monopartisme. La quête du pouvoir politique est moins motivée par une idéologie et un programme social à réaliser que par la volonté de devenir gestionnaire de la rente pétrolière. La corruption, la mauvaise gouvernance, les blanchiments d'argent alourdissent la dette des pays pétroliers. Le pétrole est mis en gage pour payer les dettes. Les préfinancements pétroliers accentuent la marginalisation de la sous-région dans le contexte global de la mondialisation.

Les préfinancements pétroliers accentuent la marginalisation de cette sous-région dans le contexte global de la mondialisation. Avec le triomphe du capitalisme libéral, cette marginalisation est devenue une réalité patente pour tout le continent africain. Les assauts idéologiques répétés contre l'Etat ont abouti à la mise à mort de l'Etat- Providence. Ce genre d'agression contribue à compromettre le succès de la démocratisation dans un espace géopolitique confronté à la récurrence des conflits armés

3- Pétrole et conflits

L'Afrique centrale est une zone géopolitique en proie à des conflits meurtriers dont les acteurs sont de plus en plus connus. (Klein 1999). Il s'agit des sociétés multinationales, les Etats impérialistes, les mercenaires, les vendeurs d'armes, les réseaux mafieux, ...

Le pétrole dont le rôle a été déterminant dans la décolonisation est au cœur des crises pacifiques et des conflits survenus à travers le monde (guerres israélo-arabes, chocs pétroliers et guerres civiles). Aujourd'hui, le pétrole est une matière première stratégique de première importance qui fait l'objet d'une attention particulière de la part des gouvernements occidentaux et d'autres acteurs dotés de grandes influences et capacités d'action. Leurs rapports de force établissent alors les conditions dans lesquelles se déroule le commerce pétrolier.

L'histoire de l'exploitation pétrolière d'Afrique est faite de grosses réalisations, d'accumulations de fortunes colossales, mais aussi et surtout de multiplications de guerres intra et inter-étatiques, de montages de projets de balkanisation. Les appétits suscités par la rente pétrolière déchirent les pays pétroliers d'Afrique depuis plusieurs années avec la complicité des compagnies pétrolières et des industriels de l'armement. Il est évident aujourd'hui que sur le plan international, les compagnies transnationales font face à de graves accusations de violations des droits humains et de l'environnement. Ces violations conduisent parfois à des actions en justice et des formes de pressions exercées sur les compagnies pétrolières.

Dans plusieurs pays africains, le pétrole agit comme un puissant facteur de déstabilisation. « Les multinationales sont méchantes », a-t-on coutume de dire. Cette vérité ne doit pas occulter que l'« on se bat [aussi] entre frères africains » pour le contrôle des gisements de pétrole. Les pétrodollars, comme la bonne sauce, aiguissent les appétits et déclenchent inmanquablement de violentes batailles de « fourchettes » autour de la gamelle- rente. Matière première stratégique très convoitée, l'or noir intéresse aussi les pays qui en dépendent, poussent les puissances impérialistes à (re) diviser le monde.

Dans le pré-carré français d'Afrique centrale, Elf, Etat dans l'Etat africain avec ses services secrets, ses réseaux mafieux et ses hommes de main, sert de bras séculier de l'Etat français en Afrique. (Le Floch Prigent 2001 : 14).

Posséder ou non du pétrole est devenu très déterminant dans la dévolution du pouvoir politique. La dispute assez féroce des réserves pétrolières par les multinationales a transformé l'Afrique centrale en zone sous tension. Dans cette sous-région, le pétrole a surtout servi à remplir les poches de quelques dirigeants, voire à provoquer de sanglantes guerres civiles et à amplifier la corruption. Le pétrole constitue de ce fait un véritable « cadeau empoisonné » (Champin, émission de RFI du 4 avril 2000).

La chute de l'URSS n'a pas affaibli l'intervention américaine en Afrique. Bien au contraire, elle a ravivé l'opposition des puissances impérialistes entre elles. Avec la fin de la Guerre froide, les Etats-Unis constituant

Les Cahiers de l'IGRAC

un bloc avec la Grande Bretagne considèrent que l'obligation de solidarité avec l'impérialisme français tombe d'elle-même. Du coup, le pouvoir central de Washington DC conteste, au nom du libéralisme, le maintien du pré carré français. .

Cette rivalité entre alliés devenus adversaires, inscrite dans la recherche d'un équilibre post-bipolaire, donne lieu à la déstabilisation de la sous-région. On assiste à une multiplication et à une radicalisation des troubles dans plusieurs pays, notamment en RDC et au Congo Brazzaville..

Les réseaux mafieux se composent de sociétés écrans, marchands d'armes, mercenaires et services secrets qui agissent pour le compte des multinationales pétrolières. Dans le pré carré français, leur déploiement a donné naissance au système de la Françafrique, dont la raison d'être principale est le maintien de la dépendance néocoloniale. Les réseaux se sont effilochés à mesure que l'intérêt pour la France de maintenir son hégémonie sur ses anciennes colonies s'amenuisait. Pourtant, au nom de la Françafrique, de nombreux crimes d'Etat ont été commis, des régimes renversés et des dictatures sauvées. Finalement, avec la mondialisation qui touche tous les trafics dont les juteux se déroulent dans les pays pétroliers ou en guerre, la Françafrique a développé plusieurs réseaux. Ces réseaux, richissimes et archi corrupteurs, s'avèrent capables de vendre à grande échelle des biens et des services de guerre, (armes, munitions, prestations de mercenaires).

Chaque réseau a sa micro-stratégie, fluctuante dont il prétend qu'elle sert la France. La politique défendue par ses réseaux est rigoureusement la même. Leurs entrecroisements recoupent ceux du champ des grands partis politiques. Parmi les animateurs les plus connus de la Françafrique, on a J. Foccart, C. Pasqua, F. Mitterrand, M. Rocard et J.-P., Chevènement. Mais, la clientèle des chefs d'Etats africains est généralement abonnée à plusieurs entreprises dont Elf, Bouygues, Pinault, Bolloré- Rivaud, Castel. (Verschave et Beccaria 2001).

La constellation de réseaux et lobbies français ne saurait être réellement appréhendée sans la référence à l'implication personnelle de nombre d'acteurs de la scène politique française. La guerre civile de 1997 au Congo Brazzaville et les ventes d'armes en Angola - *Angolagate*- ont mis en lumière les multiples connexions qui ont fait apparaître les réseaux d'Elf sous les traits d'une vaste scène où évoluent acteurs économiques, leaders politiques et autorités militaires.

Les réseaux pétroliers mafieux qui interviennent dans l'exploitation du pétrole en Afrique centrale sont : les "Messieurs Afrique" des compagnies publiques (Amerada Hess, BP, Chevron, Energy Africa, Exxon, Marathon, Ocean Energy, Roc Oil, Shell, TotalfinaElf, Vanco, Conoco Philips...), les responsables Afrique des compagnies pétrolières (ENI, JNOC, NOC, Norsk Hydro, Petronas, Petrobras, PetroSA), les traders d'influence (Addax, Aurora, Glencore, Petrolin, Vitol), les banquiers du pétrole (AMB, AIG, BNP Paribas, Crédit Lyonnais, Natexis, Eximbank, Deutsche Bank...), les cabinets d'avocats spécialisés: Baker Botts, Cleary Gottlieb, Clifford Chance, Herbert) et les consultants et sociétés de sécurité (KPMG, PGS, SSF, Geos, Kroll Associates, Ernest & Young...).

Le pétrole constitue un véritable accélérateur des conflits en Afrique centrale. Du Cameroun en Angola , l'exploitation de l'or noir se présente à la fois comme un don et une malédiction. Comme énoncé ci-dessus, on a assisté avec la manne pétrolière au basculement de plusieurs pays dans de terribles tensions. La barbarie pétrolière du Congo- Brazzaville, l'enjeu de Bakassi et de la presqu'île de Mbagne et la crise tchado-centrafricaine sont autant d'enjeux qui permettent de voir les guerres de pétrole en Afrique centrale.

La barbarie pétrolière du Congo Brazzaville (1993- 1998)

La tragédie congolaise trouve sa place dans l'imbrication des intérêts pétroliers étrangers, dont Elf est le principal catalyseur. En effet, les guerres consécutives de pétrole depuis 1993 n'ont pas eu pour but de défendre les acquis de la démocratie, ni les intérêts vitaux du peuple congolais. Ces dernières, voulues et entretenues par des acteurs politiques locaux et étrangers connus, attestent du dynamisme de la France-Françafrique. Ayant participé à leur éclatement et à leur déroulement, en mobilisant argent, armement, mercenaires, conseillers interposés, elle est comptable devant l'histoire de faits graves comme l'anéantissement de Brazzaville et la tribalisation de la société congolaise. (Yitzak 1999).

Le Congo fait partie des pays de l'Afrique centrale ayant connu deux guerres civiles ouvertes ayant pour enjeu principal le contrôle de la manne pétrolière.

On peut les résumer ainsi. Suite à la dissolution de l'Assemblée nationale le 17 novembre 1992, le Président Pascal Lissouba sollicita une aide financière de la part d'Elf pour organiser les élections législatives anticipées entre mai et juin 1993. Mais, face au refus de la compagnie de lui accorder 200 millions de dollars américains, ce dernier demanda à ses collaborateurs de se rapprocher d'autres sociétés pétrolières intervenant dans la sous-région. Le 28 avril 1993 , il entra ainsi en négociation avec Petroleum,

Les Cahiers de l'IGRAC

Oxy (classée 8^e dans l'industrie pétrolière américaine). Les négociations aboutirent à la signature d'un accord au terme duquel le Congo cédait à vil prix ses richesses pétrolières (céder jusqu'en 1997, 75 millions de barils à prélever sur un excédent devant provenir des gisements *off shore* de Marine III (exploité par la firme italienne AGIP), Nkossa et Yanga Sendji qui avaient été concédés à ELF. En contre partie, Oxy devrait verser aux dirigeants congolais 150 millions de dollars américains et s'engager à fournir au Congo des prestations de services techniques et comptables en vue d'améliorer le rendement et la productivité de la filière pétrolière et d'augmenter le revenu net engrangé par le Gouvernement et Hydro- Congo.

Tous les experts s'accordent à dire qu'il s'agit là d'un accord qui bradait le pétrole brut congolais. Il est ainsi vendu à 2 dollars américains au lieu des 14 en cours sur le marché international. Le bradage des ressources pétrolières du Congo a également eu des répercussions à l'extérieur. Elles se résument en un face à face entre deux firmes internationales : ELF et Oxy qui permit à P. Lissouba d'organiser des élections législatives anticipées dont le premier tour intervint le 2 mai 1993. Sur les 125 sièges, la « mouvance présidentielle » obtint 62 députés, contre 49 pour la coalition URD- PCT. C'est la contestation de ces résultats qui a déclenché la première guerre civile en juin 1993. C'est dans ce contexte de cacophonie que les premières milices politiques apparurent à Brazzaville : les Ninjas au service de Bernard Kolélas, les Cobras qui sont sous le contrôle de Denis Sassou Nguesso et les Cocoyes de Pascal Lissouba.

L'affaire Oxy mit en lumière le jeu complexe des alliances d'ELF au gré de l'évolution de la situation politique congolaise. Lissouba avait eu l'audace de céder une magnifique concession à la compagnie américaine en question, favorisant de ce fait l'irruption d'un rival sur une des chasses gardées d'ELF. Le ministre de la Coopération française de l'époque, Michel Roussin, se montra très dur envers Pascal Lissouba, qu'il accusa publiquement de mal gouverner le Congo et d'y faire régner l'ordre.

L'entrée du « loup américain » dans la bergerie congolaise a été perçue du côté français comme une menace contre ses intérêts pétroliers, et la témérité de Lissouba comme une déclaration de guerre. Les pouvoirs publics et les pétroliers français allaient l'avoir en ligne de mire. En conséquence, les dirigeants d'ELF alimentèrent la guerre civile de 1993-1994 (*Libération* du 9 juin 1997) en armant les milices de Kolélas et de S. Nguesso. La « feuille de route » qui leur fut distribuée consista en un renversement du régime de Pascal Lissouba (Bazenguissa 1996 : 13). Cette première guerre fit entre 2.000 et 3.000 morts.

Deux observations peuvent être faites à la lumière de ces événements. La première porte sur la pénétration en force des compagnies pétrolières anglo- américaines au Congo. Il s'agit notamment de Oxy, Chevron, Walter Nouovo Fufpec, Esso (filiale d'Exxon) et Shell. La seconde observation concerne la révision du système contractuel congolais. C'est ainsi qu'en mars 1994, en vertu de l'article 104 de la Constitution, un Code des hydrocarbures qui rend obligatoire des « contrats de partage de production » (CPP) instaure enfin une transparence dans la gestion pétrolière. Le CPP prévoit, entre autres dispositions, que l'Etat garde le contrôle des opérations en obligeant les compagnies pétrolières à lui soumettre en la détaillant leur comptabilité et à des audits. L'impôt sur les sociétés est remplacé par la notion de *profit oil* et la redevance passe de 17 à 33%. En outre, la durée autorisée des permis de recherche- renouvelable deux fois- est ramenée à 4 ans et celle d'exploitation à 20 ans.

Même si ses intérêts ne sont pas directement remis en cause, Elf devait dorénavant s'accommoder de la présence à ses côtés de concurrents anglo-saxons. Une telle perspective n'enchantait pas le pouvoir central français qui s'employa dès lors à annuler l'engagement liant l'Etat congolais et la compagnie Oxy. Ainsi, le 7 décembre 1993, l'adoption d'une proposition de loi soumise à l'Assemblée nationale permit à ELF de commercialiser la quasi-totalité de la production nationale en garantissant le contrôle du gisement de Nkossa et en contraignant Oxy de n'exploiter que le gisement de Kitina. En 1996, sous la pression du FMI, les groupes ELF et AGIP s'enrichirent lors de la reprise du contrat signé par le pouvoir de Brazzaville avec Oxy. Ce contrat, ruineux pour le Congo, s'élevait à 215 millions de dollars Américains.

Le 5 juin 1997, une deuxième guerre éclate au Congo Brazzaville. Elle met en scène deux protagonistes : Denis Sassou Nguesso et Pascal Lissouba, deux vétérans de la politique congolaise qui luttent pour le contrôle des royalties pétrolières et l'approbation du clientélisme du budget de l'Etat. Il faut le rappeler que, depuis 1992, les deux hommes n'ont cessé de se battre, par les armes, les médias et les urnes. Ainsi, pour parer les coups de l'adversaire et éviter les aléas du scrutin présidentiel prévue en juillet 1997, les deux rivaux organisèrent les affrontements de leurs milices et signèrent de ce fait la mise à mort de nombreux civils.

Plusieurs analystes imputent l'éclatement de la deuxième guerre du pétrole à la compagnie pétrolière ELF. La presse française sensibilisée par « l'affaire ELF » s'intéressa jusqu'au bout au déroulement de la guerre civile en tentant de cerner ses dessous. Elle accusa ELF d'avoir armé les deux camps. Par ce geste, celle-ci joua la carte de la consolidation de la présence française à Brazzaville dans un contexte sous-régional caractérisé par l'effondrement du régime Mobutu au Zaïre et l'arrivée d'entreprises nord- américaines dans le

Les Cahiers de l'IGRAC

sillage de la construction du régime de Laurent Désiré Kabila à Kinshasa. Elf avait tous les moyens pour ne pas être affectée par les changements en cours, avec ses déploiements hors du champ traditionnel des ex- colonies françaises. Dans la lutte avec ses concurrents, Elf avait besoin d'un « ami sûr » au pouvoir à Brazzaville.

En finançant simultanément dans cette guerre Denis Sassou Nguesso et Pascal Lissouba, elle donna l'occasion à la presse française de l'accuser, à juste titre, d'avoir « *une part de responsabilité dans l'implosion du Congo en 1997* » (*Libération* du 9 juillet 1997). Cette implosion peut même avoir comme facteur déclenchant une grève par Elf de l'impôt fiscal. Un pareil resserrement des cordons de la bourse, effectué pour marquer un mécontentement, met automatiquement en péril l'Etat congolais, ce que corrobore Loïk Le Floch Prigent en ces termes : « Le Congo est sous le contrôle d'ELF » (*Les Dossiers du Canard* 1998) ou encore le journal bruxellois *Le Soir*. Dans son édition du 20 mars 2001, il produit un article intitulé « Les Hommes d'ELF ont financé des trafics d'armes » et nomme les acteurs d'ELF qui ont fait et défait militairement Pascal Lissouba et Denis Sassou Nguesso. La responsabilité de cette société dans la crise congolaise est aussi mise en exergue dans ce propos de François Xavier Verschave : « C'est bien ELF qui fait et défait les pouvoirs politiques au Congo Brazzaville, avec l'appui de l'Elysée et de l'Etat major français, les trois "E" » (Verschave 1998 : 313-314).

Pour le gouvernement de Lissouba l'effort de guerre était soutenu par les recettes pétrolières versées par ELF, ce qui a renforcé les achats d'armes en Iran, en Afrique du Sud, en Kirghizistan et en ex- Yougoslavie. Les versements avaient été transférés durant la guerre sur les comptes de la FIBA, banque utilisée comme intermédiaire pour faire des virements de millions de dollars américains versés aux marchands d'armes qui livrèrent hélicoptères et bombes au régime de Brazzaville.

Les réseaux mafieux de la FrancAfrique ont été associés dans la fourniture des armes au Congo en 1997. On peut citer l'intervention d'un marchand d'armes belge, Jacques Monsieur, installé en France et couvert par la Direction de la Surveillance du Territoire (DST) et de la *Central Intelligence Agency* (CIA). Personne ne peut ignorer que le transit de ce financement (grâce au pétrole gagé) par la FIBA était assuré par Jack Sigolet, « bras droit » d'André Tarallo et de Pascal Lissouba. Cet intermédiaire n'hésita pas à crier : « Le sang qui coule qu Congo a la couleur du pétrole » (*Le Figaro* du 29 octobre 1997).

Il n'est nul besoin d'être un génie pour comprendre que la logique de Paris s'articule autour de la quête de la rente pétrolière. Après tout, que vaut, pour ses milieux d'affaires, une vie de nègre africain si on la compare à l'intérêt d'un baril de pétrole? Avec tout le pétrole que la France exploite en Afrique centrale, elle serait en droit de revendiquer un statut de gros producteur au sein de l'OPEP. L'ancienne puissance coloniale est à la fois dans l'exploitation, la prospection, le raffinage, et même la vente à la pompe. A défaut de la reconnaissance de sa suzeraineté, elle n'aura aucun scrupule à soutenir, voire à organiser les plus félons des leaders africains en vue de renverser un régime issu des urnes.

Conserver la formidable rente pétrolière africaine pour offrir à Elf des zones pétrolifères prometteuses dans le Golfe de Guinée et de la Libye à l'Asie centrale, telle est la grande leçon de la seconde guerre du pétrole de 1997 au cours de laquelle « un baril de pétrole a valu une goutte de sang » dans un pays transformé en « *pétrodictature* » en phase avec le pouvoir central français et Elf. Retenons, par ailleurs, que durant le conflit les sombres montages financiers ont nécessité la participation des grands groupes financiers tels que la Société générale de Banques (SGB), Paribas, la BNP, le Crédit agricole, d'autres milieux affairistes et de hauts responsables de l'Etat français..

L'enjeu de BAKASSI

La presqu'île de Bakassi, riche en pétrole, oppose depuis plusieurs années, le Cameroun au Nigeria. En effet, elle fait partie de la frontière qui les sépare. Longue de 1.680 km, celle-ci se compose de limites territoriales et de limites maritimes. Outre le pétrole, Bakassi contient d'importantes réserves de nodules polymétalliques (composés de fer, magnésium et autres métaux ferreux sous formes de blocs de galettes) La tension s'est installée entre les deux pays le 21 décembre 1993, date de l'invasion de la zone litigieuse par le Nigeria au nom de sa « souveraineté ». A la suite de cette initiative, le Cameroun a dénoncé les manœuvres militaires effectuées sur un territoire faisant selon lui partie intégrante de l'espace de l'Etat- nation. Mieux, il dépose, le 29 mars 1994, une requête introductive d'instance contre le Nigeria, en demandant à la Cour internationale de Justice (CIJ) de la Hayes de reconnaître sa souveraineté sur la presqu'île de Bakassi. Comme réplique, la partie adverse a tenté d'occuper en décembre 1995 la totalité de la bande disputée. De graves incidents ont sanctionné la montée de la spirale de la violence. Les deux pays vont compter des dizaines de morts et des prises d'otages concernant des militaires.

Les Cahiers de l'IGRAC

Une nouvelle tournure du contentieux est observée le 11 juin 1998 avec l'initiative du Nigeria consistant à soulever huit exceptions préliminaires au sujet de la compétence de la CIJ à juger d'un tel litige. Mais, cette demande est jugée irrecevable le 25 mars 1999. Le 10 octobre 2002, la CIJ prononce son verdict en ces termes : . « Bakassi reste et demeure camerounais» (www.icj-cij.org).

Mbagné : l'îlot de la discorde

Situé entre le Gabon et la Guinée – Equatoriale, il correspond à une étendue sablonneuse appelée *Mbagné* pour les habitants de Libreville et Mbañe par ceux de Malabo. Il se trouve à une trentaine de km des côtes gabonaises, près de l'île Carisco. On estime aujourd'hui qu'il renferme des gisements pétroliers, ce qui en fait un espace disputé depuis une trentaine d'années. La dispute s'est traduite par la manifestation de micro-crisis. Celle de 1972. avait nécessité la médiation du président Mobutu..

Le 26 février 2003, on a assisté à une escalade verbale entre les deux pays. Le facteur déclenchant est la visite effectuée sur le territoire disputé par le ministre gabonais de la Défense, Ali Bongo. Le Premier ministre Equato- guinéen, Candido Muatetema, a aussitôt réagi en déclarant : « Mon gouvernement exprime sa profonde préoccupation et son indignation face à l'occupation illégale de l'îlot de Mbagné par le Gabon. ».

Répondant à son homologue, le Premier ministre gabonais, Jean François Ntoutoume Emane, va réaffirmer la souveraineté gabonaise sur cette île stratégique en annonçant le renforcement des moyens humains et matériels. Il déclarait à cet effet que

Le Gabon est un Etat souverain qui tient à faire respecter sa souveraineté et se tient prêt à faire face à toute sorte d'agression. Le gouvernement tient à rappeler à l'opinion nationale et internationale que la présence du Gabon ne date pas d'aujourd'hui, mais remonte au début du XX^e siècle, bien avant l'accession de la Guinée- Equatoriale à la souveraineté internationale

Le litige intervient au moment où les deux pays connaissent des performances pétrolières opposées. Le Gabon, fief pendant trois décennies du groupe pétrolier ELF en Afrique centrale, est confronté depuis 1993, à un déclin progressif de sa production, ce qui pèse lourdement et de façon négative sur ses finances publiques. L'« émirat pétrolier » français est menacé par l'épuisement prévisible des gisements *off shore*. Par contre, La Guinée- Equatoriale connaît un boom pétrolier fulgurant, une raison justifiée pour conserver Mbagné.

La carte postale typique du golfe de Guinée sent aujourd'hui le souffre avec la résurgence du contentieux de Mbagné. La Commission du Golfe de Guinée, créée en 1999, a pour mission de prévenir ou régler ce conflit qui oppose deux pays voisins de la CEMAC.

- La crise entre le Tchad et la RCA

Le différend entre les deux pays remonte en novembre 2001, avec en toile de fond la découverte de l'or noir à Doba (au sud du Tchad). Les réserves de ce bassin sont estimées à 900 millions de barils, et les recettes à 2 milliards de dollars américains en 25 ans d'exploitation. Ceci explique, par ailleurs, l'appui de N'Djamena au coup d'Etat de Bangui du 15 mars 2003.

La complicité des troupes de la CEMAC et la bienveillance de la France, du Gabon, du Congo Brazzaville et du Tchad vis-à-vis des rebelles centrafricains s'inscrivent dans la perspective du contrôle de la rente pétrolière en question. Il reste à savoir si les réseaux de la Françafrique ont été associés. Cette dernière dimension de la crise centrafricaine ne suffit pas pour expliquer la « *Révolution bozizienne* ». Il faut également intégrer comme données explicatives la déliquescence notoire des FACAS, les difficultés économiques, les tensions ethniques, l'exercice solitaire du pouvoir central, les méfaits que sont le népotisme, la corruption, les ressentiments des adversaires politiques, les violations violentes et systématiques des droits de l'homme, la politisation de l'armée...

La question du pétrole est complexe et touche les intérêts des Etats et des multinationales. La mauvaise gestion des revenus pétroliers a entraîné l'inégalité, l'injustice, la pauvreté, les souffrances, la pollution de

Les Cahiers de l'IGRAC

l'environnement physique et humain, la dette, la malédiction, les violences et guerres civiles. D'où le cri d'alarme de l'archevêque congolais Anatole Milandou : « le pétrole est devenu un des principaux enjeux des combats. La production est importante, mais le peuple ne connaît du pétrole, ni les barils, ni les dollars ; il n'en connaît que le nombre de morts » (*Semaine africaine* de juillet 2002).

L'Afrique centrale est aujourd'hui en passe de devenir une des parties perdantes de la mondialisation en demeurant une vaste scène de conflits meurtriers, un champ d'expérimentation des nouvelles théories libérales visant à consolider ou à perpétuer l'implacable logique de la recherche du profit et/ou l'extension du marché. La mondialisation paraît se limiter à la traditionnelle exploitation de secteurs miniers solides et porteurs qui confèrent au continent toute son importance stratégique. Le pétrole a suscité et suscite encore les convoitises des multinationales occidentales. La rente qu'elle procure a considérablement enrichi des affairistes comme Jacques Monsieur, Christophe Mitterand, Pierre Falcone, Gaymadac. .

Pétrole et nouvel ordre politique mondial en Afrique centrale

1- Le nouvel ordre mondial en question

Il est des périodes dans l'histoire de l'humanité où l'hégémonie d'un Etat, en raison de la défaite ou de la décomposition de ses principaux rivaux, s'exerce soudain sans partage sur toute l'étendue de la planète. C'est ainsi que depuis le XVI^e siècle, trois puissances ont réalisé une domination militaire et économique de la terre. (Espagne, France et Angleterre). Les deux guerres mondiales ont épuisé l'Europe et vu l'entrée sur la scène des relations internationales, de l'acteur politique nord-américain qui continue de dominer le monde depuis le XX^e siècle. (Julien 1968).

Après 1945, les Etats-Unis et l'Union soviétique établissent une sorte de condominium mondial caractérisé par une furieuse rivalité qu'on appellera la Guerre froide. Cette confrontation s'est achevée par l'implosion de l'Empire soviétique, l'entrée du monde dans une ère nouvelle. La volonté des Etats-Unis de rebâtir un nouvel ordre international de manière solitaire, d'en définir les contours et les règles et les multiples excès de leurs politiques ont contribué à rendre le monde plus dangereux. Désormais sans rival stratégique, et moins disposés à absorber les coûts de leur empire, les Américains sont devenus les maîtres de ce monde, les bâtisseurs du « nouvel ordre mondial ». L'Empire américain devient le seul au monde, et c'est la première fois que ce phénomène étrange survient dans l'histoire de l'humanité. (De La Gorce 1996 : 16).

Après l'ordre international précaire et douteux, mais relativement rationnel de la Guerre froide, la superpuissance américaine met en place, « l'Empire du chaos » (Joxe 2002). La fin de la Guerre froide a donc laissé la voie ouverte à un monde unipolaire, dominé par l'hégémonie américaine. Remplacer l'ancien paradigme de guerre totale contre le communisme par celui d'opposition frontale à des pays que les Etats-Unis assimilent à des obstacles à la construction de leur empire, est désormais le sens profond de l'action de Washington DC. Le monde de l'après - guerre froide devait connaître des remous ; le pétrole apparaissant comme le principal enjeu de la confrontation. Nous sommes dans l'ère américaine, dont le but stratégique est d'assurer l'hégémonie mondiale. Cette stratégie de primauté est d'ailleurs confirmée à travers diverses déclarations. « Le XVIII^e siècle fut français le XIX^e anglais et le XX^e américain. Le prochain sera à nouveau américain » déclarait un observateur. (Mortimer 1998).

Dans la gamme des odes à la puissance de l'euphorie impérialiste, le Sénateur Jesse Helms déclarait : « Nous sommes au centre, et nous devons y rester. Les Etats- Unis doivent diriger le monde en portant le flambeau moral, politique et militaire du droit et de la force et servir d'exemple à tous les peuples. » (Helms 1996).

Depuis le 11 septembre 2001, on assiste à une sorte de troisième guerre mondiale, d'un nouveau type, qui se caractérise par des conflits permanents où s'imbriquent à la fois des guerres régionales, des crises mettant en cause les grandes puissances et un terrorisme de masse. Le 11 septembre a en effet marqué une césure aussi importante que la Guerre froide dans l'histoire de l'humanité. Il a ouvert une période beaucoup plus longue de transformation du système international. Les Américains ont bien identifié les trois menaces contemporaines : le terrorisme, les armes de destruction massive et la tyrannie.

La démonstration de force de la puissance américaine dans l'après-11 septembre éclaire le nouvel ordre mondial en construction et le consensus de Washington fondé sur le constat de la globalisation triomphante et annoncée. L'après -11 septembre formalise le nouveau droit à et de la guerre. Il annonce une accélération de la transformation stratégique et une montée conséquente de la puissance américaine.

Avec le nouvel ordre mondial, l'Amérique doit mener la politique des forts. C'est donc par ce qu'ils sont puissants militairement qu'ils doivent assurer, seuls s'il le faut, la police mondiale. C'est ce que confirmait George Bush à l'Académie militaire de West Point : « Le monde est désormais un village. Et les Etats-Unis, comme l'a démontré le 11 septembre 2001, se doivent d'assurer eux- même la police de la planète,

Les Cahiers de l'IGRAC

où ils veulent ; quand ils veulent; et comme ils veulent. » (*Le Point* 2002 : 32)

Les vrais enjeux du nouvel ordre mondial que les USA préconisent aujourd'hui, visent à transformer la loi de l'Empire américain en loi universel. Gilbert Achcar parle du « Nouvel ordre impérial ou la mondialisation de l'Empire états-unien » (Achcar 2002). Les desseins de cet ordre sont essentiellement pétroliers et géostratégiques : « s'assurer que les vastes réserves pétrolières restent sous le contrôle américain ».. En effet, la géopolitique du pétrole est caractérisée par le hiatus qui sépare les zones de gisements et celles de consommation des produits raffinés.

Le nouvel ordre impérial peut être clairement défini dans la formule suivante : « Qui veut diriger le monde doit contrôler le pétrole. Tout le pétrole. Où qu'il soit ». Le nouvel ordre mondial, c'est l'anéantissement sans merci de toute opposition. Le but ultime de cette « théocratie ploutocratique » est de s'assurer, par tous les moyens, du contrôle des principales réserves énergétiques mondiales. Les priorités stratégiques américaines concernent : l'amélioration des capacités militaires en matière de sécurité internationale, la recherche de nouvelles sources de pétrole et la guerre contre le terrorisme.

Le premier objectif stratégique vise en premier lieu à assurer l'invulnérabilité du territoire américain, en construisant un bouclier anti-missile et en préservant la supériorité américaine dans le domaine des armes de pointe. Il s'agit ensuite de développer la capacité des Etats-Unis à envahir des puissances régionales comme l'Irak, l'Iran ou la Corée du Nord. C'est ainsi que pour assurer la suprématie américaine à long terme, le président Bush se doit de mener une politique agressive, consistant en la mise au point d'une révolution de la pensée militaire.

Le 11 septembre pour les Etats- Unis, c'est d'abord « la guerre est chez nous », l'irruption de la mondialisation comme une question de politique intérieure. D'où une politique de sécurité intérieure en transformation. Il y a eu déclaration de l'état d'urgence et l'exception est devenue source de norme. Au-dedans, mais aussi dans les relations avec un dehors qu'il faut contrôler.

L'après-11 septembre annonce une accélération des transformations géostratégiques et une révision des budgets de la Défense pour permettre aux Etats-Unis de développer leur capacité à envahir et à soumettre des puissances hostiles considérées comme « Etats- Voyous ».

Le deuxième objectif stratégique porte sur l'acquisition de nouvelles réserves pétrolières. Soucieuse de maîtriser le robinet des approvisionnements pétroliers dans le monde, les Etats - Unis font de leur politique sécuritaire un moyen de conquérir les riches réservoirs de pétrole situés dans les régions à instabilité chronique. Cette politique se traduit par la conduite ou la programmation de guerres de domination. Les territoires visés, en particulier sont le bassin de la mer Caspienne (en particulier de l'Azerbaïdjan et du Kazakhstan), de l'Afrique subsaharienne (Angola et Nigeria) et de l'Amérique latine (Colombie, Mexique et Venezuela).

Le troisième objectif stratégique enfin, est la campagne contre le terrorisme. Cette « guerre au terrorisme » va cristalliser le consensus sur la refonte structurelle de l'appareil de sécurité nationale comme fondement d'un nouveau cycle de l'hégémonie américaine. Les dirigeants américains profitent des événements du 11 septembre pour mener des opérations de guerre et de police internationale dans des conditions troubles avec des objectifs inavoués. Ils cherchent à réduire l'influence du pan-islamisme radical pour renforcer leurs positions dans le monde et mieux contrôler les ressources pétrolières. La guerre contre le terrorisme est un moyen d'accès au pétrole, notamment dans le Golfe persique, dans le bassin de la mer Caspienne et dans d'autres « zones grises ». Plus rien ne semble capable d'enrayer la machine de guerre américaine. C'est une vision machinéenne du monde qui prévaut désormais à Washington. « Qui n'est pas avec nous, est avec les terroristes » affirmait le président Bush Par ces objectifs, les Etats-Unis mènent des guerres pour imposer la mondialisation, prospectent les gisements de pétrole, et symbolisent le capitalisme sauvage menant au désordre, se présentent comme le miroir du nouvel ordre mondial, et présentent leurs « ennemis » comme les bâtisseurs de « l'axe du mal », qui fait du terrorisme international son mode d'action privilégié..

Depuis les attentats du 11 septembre, la lutte contre le terrorisme est devenue l'instrument d'une stratégie de domination planétaire, et surtout, de confrontation directe avec un certain nombre d'Etats, désormais classés dans l'axe du mal. Avec l'objectif consistant à maîtriser les ressources énergétiques, l'imperium nord-américain cible, entre autres sites de gisements de pétrole, le Golfe de Guinée qui détient des réserves aussi importantes que celles du Golfe persique.

2- Place de l'Afrique centrale

L'instauration d'un nouvel ordre stratégique et géopolitique recentre aujourd'hui la question des matières premières en Afrique centrale, sur le pétrole. Les réserves pétrolières d'Afrique centrale qui sont comptabilisées dans celles du Golfe de Guinée sont devenues un enjeu stratégique important à la suite des

Les Cahiers de l'IGRAC

crises politiques et militaires apparues au Moyen- Orient, espace traditionnel d'approvisionnement des Américains et des Européens. Depuis les attentats du 11 septembre 2001, le pétrole a pris une dimension géostratégique incontestable dans le monde .

L'Afrique centrale, région riche en ressources pétrolières est devenue du coup, un enjeu géopolitique et stratégique. L'expérience historique des différents pays offre l'image de richesses pétrolières, sources d'instabilité, de corruption et de guerres civiles , de pauvreté et de dette dans ce nouvel ordre mondial. La compétition en cours dans la sous- région se déroule dans un contexte de crise et de conflictualité qui ne profite pas aux populations, victimes des guerres civiles, mais plutôt aux multinationales américaines et françaises fortement impliquées.

L'importance géostratégique du pétrole a placé plusieurs pays de l'Afrique centrale au centre des appétits et compromissions des multinationales américaines. Cette région a des quantités importantes et variables de presque tous les minéraux du monde et les plus recherchées, de même que des réserves substantielles de pétrole . Pour bien comprendre les objectifs de la politique américaine en matière pétrolière, il convient de rappeler les principaux traits de l'économie pétrolière américaine qui se présentent comme suit : la forte dépendance vis -à- vis de l'étranger pour les approvisionnements pétroliers ; le faible productivité du secteur pétrolier et la prédominance d'un marché pétrolier déficitaire et très concurrentiel.

En outre, le ravitaillement en brut à partir de l'Afrique centrale présente aujourd'hui deux types d'avantages : le pétrole extrait du continent africain contient une forte proportion de gazoline et sa teneur en soufre est assez basse. Ces caractéristiques convenaient parfaitement à l'industrie américaine.

L'avenir du golfe de Guinée

Le Golfe de Guinée en effet comprend : le Cameroun, le Congo Brazzaville, la Guinée- Equatoriale, le Gabon, le Ghana, le Bénin, le Sao- Tome -et- Principe, la Côte d'Ivoire, le Togo et le Nigeria. C'est une zone stratégique importante dans l'exploitation du pétrole mondial. La quasi-totalité des Etats du Golfe de Guinée se trouve en Afrique centrale. Seul enjeu stratégique de la décennie sur le continent, l'exploitation du pétrole du Golfe de Guinée met en présence une galaxie d'intervenant qui œuvrent dans des cercles restreints aux règles difficiles à décrypter.

La région du Golfe de Guinée est généralement perçue par l'industrie pétrolière comme le principal « point névralgique » du monde pétrolier, en passe de devenir le véritable chef-lieu mondial de la production pétrolière en off- shore profond.

La diversification des approvisionnements pétroliers reste le principal objectif de la stratégie occidentale dans le Golfe de Guinée. Plusieurs facteurs contribuent à l'intérêt croissant porté au pétrole de cette région , notamment : la très bonne qualité de pétrole , avec une faible teneur en soufre , une caractéristique qui lui permet de répondre parfaitement aux besoins des consommateurs occidentaux et aux exigences techniques des raffineries aux Etats-Unis. Le pétrole africain procure donc des marges bénéficiaires particulièrement importantes, la proximité des champs pétrolifères des marchés américains, le long des voies maritimes de transport pétrolier et la disposition des gisements offshore, limitant du coup les interactions, potentiellement explosives, avec la population locale, mettant ainsi la production à l'abri des troubles sociaux susceptibles d'éclater dans le pays. Le risque politique, du point de vue des compagnies, en est réduit d'autant.

L'importance géostratégique du pétrole n'est pas négligeable aujourd'hui dans le cadre de la redéfinition d'un nouvel ordre mondial, surtout au lendemain des attentats du 11 septembre 2001. La position du Golfe de Guinée va changer dans l'avenir, particulièrement par les investissements étrangers. On assiste de plus en plus à un retour en force des compagnies dans les activités de prospection et d'exploitation du pétrole. Quelques chiffres reflètent leur « engouement » pour le continent noir, illustrant ce que certains chercheurs qualifient d'insertion rentière de l'Afrique dans la mondialisation.

Aux dires de certains pétroliers, le Golfe de Guinée risque de devenir dans les vingt prochaines années, le « *champ de bataille* » le plus chaud, dans la répartition des nouveaux marchés pétroliers. Avec plusieurs milliers de gisements découverts à ce jour, cet espace est en passe de devenir une des provinces de l'or noir les plus actives et les prometteuses. Aujourd'hui, les Etats du Golfe de Guinée reçoivent en premier lieu plus d'attention de la part des politiciens américains. Les Etats-Unis sont les plus grands consommateurs de pétrole dans le monde.

Au Gabon, au Cameroun, en Angola, au Congo Brazzaville, en Guinée Equatoriale, d'importants gisements de pétrole ont été découverts. Fruits de longues recherches menées par les firmes internationales comme Totalfina Elf, Petronas, Shell, Chevron- Texaco, ces découvertes prouvent à suffisance que l'Afrique dispose d'énormes potentialités pétrolières non encore explorées. Aussi, l'exploitation des gisements miniers et pétroliers se réalise de plus en plus en consortiums, alliances stratégiques momentanées associant des

Les Cahiers de l'IGRAC

concurrents aux portefeuilles d'activités diversifiées. Par cette nouvelle forme de concentration, les multinationales ont acquis dans les négociations une capacité de neutralisation des pouvoirs publics, enjoins de se contenter de la rente qui leur est servie. Ces sociétés financent par conséquent un marché pétrolier international à la fois monopolistique, dans la détermination des coûts de production, et oligopolistique, en référence à la remise en cause de l'*open market policy*, par le partage des zones de production.

S'interroger sur l'avenir du Golfe de Guinée nous permet de voir l'offensive américaine dans la région et les perspectives d'avenir, c'est-à-dire, les stratégies à mettre en œuvre pour assurer la stabilité de l'Afrique centrale.

1- L'offensive américaine dans le Golfe de Guinée

Avec la fin de la Guerre froide, un nouvel empire voit le jour : l'Empire américain. Aujourd'hui, la dérégulation de cet Empire sans frontière et sans intérieur entraîne un peu partout des désordres chaotiques. La vision impériale américaine est rendue compte par plusieurs auteurs. En 1890, Marse Henri Watterson écrivait : « Nous sommes une grande République impériale destinée à exercer une influence déterminante sur l'humanité et à façonner l'avenir du monde comme aucune autre nation, y compris l'empire romain ne l'a jamais fait » (Healy 1970 : 46).

Robert Kaplan, se référant à la Rome antique, déclare ceci : APLAN fait de Rome une référence obligée : « La victoire des Etats-Unis dans la deuxième guerre mondiale, comme celle de Rome lors de la 2^e guerre punique les a transformés en puissance universelle » (*New York Time* du 1^{er} avril 2002) Plusieurs auteurs, appartenant au personnel politique, reconnaissent que l'Amérique est devenue le plus magnanime des empires.

Le célèbre acteur de la diplomatie américaine Henri Kissinger estime que « Les Etats-Unis jouissent aujourd'hui d'une prééminence sans aucune mesure avec celle des empires du passé, même les plus grands » (Kissinger 2001 : 19).

L'administration Bush ne semble pas résister à la logique néo-impériale en n'hésitant pas un seul instant à déployer les forces armées américaines aux quatre coins du monde pour écraser les ennemis de la civilisation et les « forces du mal ». Il entend désormais assurer la sécurité et la prospérité de l'Empire par la guerre. Soumettre les peuples indociles des Tiers-mondes, renverser les « Etats voyous », mettre sous tutelle les « Etats faillis » post coloniaux, telles sont les trois facettes du credo du pouvoir républicain en place en ce début du XXI^{ème} siècle. Son objectif primordial est posé en termes d'exercice de la fonction d'arbitre ou de gendarme mondial capable de relever les défis globaux environnementaux, démographiques et politiques.

Après avoir conquis le Moyen Orient, l'Asie centrale, les Américains tentent aujourd'hui de renforcer leurs positions dans le Golfe de Guinée. L'importance de son pétrole pose ainsi la nécessité pour les Etats-Unis de définir le rôle militaire à y jouer et les relations bilatérales à établir avec les pays de la sous-région. La diversification des approvisionnements pétroliers a conduit les milieux d'affaires et politiques américains à s'intéresser au Golfe de Guinée. L'or noir convoité et contrôlé progressivement est celui de l'Angola, de la Guinée Equatoriale, de Sao-Tomé et Principe, du Tchad, du Cameroun et, bientôt, du bassin du Congo. Loin de déclencher et de conduire des guerres du pétrole dans la sous-région, les Américains soutiennent des tyrans les plus sanguinaires.

Le lobbying de l'AOPIG

Le 25 janvier 2002, l'Institut des Etudes politiques et avancées, basé à Jérusalem, a tenu un symposium à Washington sur l'importance stratégique des flux croissants de pétrole allant de l'Afrique vers les Etats-Unis. La rencontre a débouché sur la formation d'un Groupe d'Initiative sur la Politique pétrolière américaine (AOPIG dans son acronyme américain), qui réunit des responsables de l'administration Bush, des représentants du Congrès, de grosses compagnies pétrolières, des sociétés d'investissement et des consultants internationaux. Le 12 juin 2002, l'AOPIG a publié un rapport intitulé « Pétrole africain : une priorité pour la sécurité américaine et le développement africain ».

La politique énergétique du gouvernement américain subit de plus en plus l'influence de ce lobby. Rappelons que les autorités américaines ont déclaré la région du Golfe de Guinée « Zone d'intérêt vital pour les Etats-Unis » parce qu'avec ces 24 millions de barils de pétrole de réserves devrait devenir à terme le premier pôle mondial de production *off shore* très profond. Avec ses réserves de bonne qualité, il pourrait fournir 25% du brut américain d'ici 2020.

Les Cahiers de l'IGRAC

En outre, le Golfe de Guinée dispose de multiples atouts. La plupart des ses gisements sont à l'écart des zones de conflits ou de turbulences politiques. Quant aux lignes de transports transatlantiques vers les Etats-Unis, elles sont plus courtes et plus directes que celles en provenance du Proche Orient (sept jours pour acheminer le brut jusqu'aux raffineries de la Côte- Est des Etats- Unis) en raison de la bonne position géographique occupée. Le Golfe de Guinée se trouve à mi-chemin entre les Etats-Unis et le Moyen Orient. Partout dans les pays pétroliers de la sous- région, Washington multiplie les gestes, implante ses conseillers militaires et ses compagnies pétrolières et tente de redessiner la carte de ses approvisionnements pétroliers. L'affaire irakienne n'a-t-elle pas mis en évidence son intérêt vital pour les Américains et les Français ?

Le *lobby* AOPIG préconise, entre autres gestes, d'accorder une plus grande attention à la transparence dans la gestion des revenus tirés du pétrole, d'élargir les facilités douanières déjà offerte par l'Amérique à l'Afrique et un engagement prudent et contrôlé des Américains en faveur d'une annulation de la dette.

2- Les risques d'approvisionnement

Le regain d'intérêt pour le Golfe de Guinée fait partie de l'après-11 septembre 2001.. C'est ainsi que M. Walker Kansteiner, sous- secrétaire d'Etat américain chargé des Affaires africaines estimait le 25 janvier 2002 que, le pétrole du continent noir est devenue un intérêt stratégique pour les Etats –Unis –voir les documents de la Conférence de l'IASPS du 25 janvier 2002). De son côté, l'influent sénateur républicain de l'Etat de Californie, Ed Royce, président du sous-comité Afrique au sein du comité de la Chambre des représentants pour les relations extérieures, déclare que « le pétrole africain devrait être traité comme une priorité pour la sécurité nationale de l'après-11 septembre ».

Slon les prévisions du *National Intelligence Council* américain, les Etats-Unis pourraient importer 25 % de leur pétrole d'Afrique subsaharienne d'ici à 2015 contre 16 % aujourd'hui, réduisant leur dépendance vis-à-vis du Moyen Orient. De son côté, le rapport AOPIG estime que les importations de pétrole africains devraient augmenter de 1,5 millions de barils par jour aujourd'hui à 2,5 millions de barils par jours en 2015. Enfin, la Conférence des Nations unies pour le Commerce et le Développement (Cnuced) estime les réserves totales du continent à 80 milliards de barils de pétrole, soit 8 % des réserves mondiales de brut (CNUCED 2001)

Pour réaliser leur « OPA » sur l'or noir africain, les autorités américaines apportent un soutien politique, logistique et financier aux Etats pétroliers. C'est ainsi qu'elles ont appuyé les pourparlers de paix au Soudan en 2002, demandé au Nigeria de quitter l'OPEP. En outre, M. Colin Powell a effectué en 2002 une visite historique au Gabon - une première pour un secrétaire d'Etat américain -, alors que le président George W. Bush a offert un tout aussi emblématique petit déjeuner, le 13 septembre 2002, à dix chefs d'Etat d'Afrique centrale.

Comme nouveau centre de gravité énergétique, pour les pétroliers américains, le Golfe de Guinée est appelé à devenir un foyer d'investissement pour les Etats-Unis. Via leurs pétroliers, ils envisagent d'y injecter une somme de l'ordre de 10 milliards de dollars/ an pendant 10 ans. Les Américains sont présents en Angola, dans l'exploitation et la prospection du pétrole. Avec le nouveau mot d'ordre « *No more aid but trade* », on voit que les relations entre les deux pays se sont améliorés ces dernières années. L'amélioration est à rapporter à la fin de la Guerre froide et à la disparition de Jonas Savimbi, leader de l'UNITA et principal opposant au régime de Luanda, dont le pays est en plein boom pétrolier. Sa production, passée de 722.000b/J en 2001 à 930.000 en 2002, pourrait atteindre 3,23 millions d'ici 2020 (BBC *News on line* du 13 septembre 2002). Aujourd'hui, avec plus de 300.000 b/j de brut destinés au monde américain, l'Angola est le second fournisseur hors OPEP de brut aux Etats-Unis. C'est une position de nature à favoriser un rapprochement politique entre les deux pays.

La Guinée Equatoriale, qui occupe une place de choix dans la stratégie pétrolière américaine, ambitionne de jouer un rôle important en Afrique centrale en faisant un usage judicieux de la rente pétrolière. Les société américaines comme Exxon Mobil, Triton et Chevron font de ce pays « un miracle pétrolier ». Elles contrôlent plus de 90% de la production pétrolière, qui a fait l'effet d'un coup de fouet sur l'économie locale. Celle-ci a ainsi enregistré des taux de croissance vertigineux : 65% en 2001 et 33% en 2002.

Sao-Tomé et Principe présente aussi un réel intérêt outre-atlantique. Ce qui intéresse les Etats-Unis, ce n'est pas seulement de trouver des fournisseurs du pétrole, mais également s'approvisionner à l'abri de décisions politiques et du danger d'attaques militaires. C'est ainsi que d'après les géologues du collège impérial de Londres, Sao Tomé et Principe disposerait d'une réserve de brut estimé à 4 milliards de barils. Une vingtaine de forages *off shore*, répartis sur 156.000km² ont été effectués par Exxon Mobil. C'est dans ce contexte qu'un haut responsable du commandement militaire des Etats-Unis en Europe, le général Carlton Fulford, s'y est rendu en juillet 2002 afin d'étudier la question de la sécurité des opérateurs pétroliers dans le golfe de Guinée tout comme l'éventualité d'e faire le site d'un nouveau sous- commandement régional militaire

Les Cahiers de l'IGRAC

américain inspiré de celui existant en Corée du Sud. L'*African Oil Policy Initiative Group* (AOPIG) soutient l'initiative d'une installation des forces américaines prépositionnées dans l'archipel. La rumeur de l'installation d'une base militaire a été démentie par le président Fradique de Menezes en ces termes :

J'ai seulement parlé de la construction d'un port d'accueil pour les bateaux américains qui circulent ou patrouillent dans le Golfe de Guinée. Cela a tout de suite été interprété comme une base militaire. Or, les États-Unis ont démenti. Il était seulement question de protéger la sous-région ici après tout ce qui ce qui s'est passé dans le Golfe persique. D'ailleurs, plusieurs pays du Golfe de Guinée seraient très intéressés pour héberger un port d'accueil ou une base militaire.

Là où il y a de l'or noir, les Américains pointent toujours le bout du nez. Du fait de son pétrole, Sao-Tomé est aujourd'hui l'objet de toutes les convoitises, ce qui explique d'ailleurs le coup d'État du Codo Fernando Pereira du 16 juillet 2003. Le rôle joué par les États-Unis et le Nigeria dans le rétablissement de l'ordre constitutionnel est à mettre en rapport avec les enjeux pétroliers. Les États-Unis sont à l'origine du *pipeline* qui permettra d'exporter le pétrole tchadien de Doba jusqu'au port camerounais de Kribi.

En septembre 2002 au sommet de Johannesburg, le secrétaire d'État américain s'est pris d'une passion pour les forêts du bassin du Congo. Il avait annoncé que les entreprises, les ONG et le Gouvernement américains dépenseraient 53 millions de dollars américains d'ici 2005 pour sauver les forêts du Gabon des deux Congo, de Centrafrique et du Cameroun. Pour être sûr de ne pas être accusé de cacher les derricks derrière les arbres, Colin Powell déclarait clairement en janvier 2003 :

Nous ne demandons rien en échange. Il n'y a pas d'intérêts politiques ou géostratégiques mêlé à cela. Nous le faisons par ce que c'est une bonne chose. Comme on peut le constater le Pentagone planifie déjà un accroissement des dépenses militaires pour assurer la sécurité du golfe de Guinée. Les États-Unis sont bien avancés dans la création d'une structure politico-militaire qui leur garantirait un accès aux matières premières africaines, notamment le pétrole. Sous le titre « Les États-Unis pressent l'Afrique d'ouvrir le robinet de pétrole brut. », le journal *Time* estime, dans son édition du 25 juillet 2002, que : *Le monde occidental a lancé un plan visant à réduire sa dépendance vis-à-vis du Golfe, politiquement risqué, en encourageant un fort accroissement de la production en Afrique et en pressant le Nigeria de quitter l'OPEP.*

3- Les rivalités franco-américaines dans le Golfe de Guinée

Après la chute du mur de Berlin, l'isolement de l'Afrique sub-saharienne était devenu flagrant, car avec la fin de la confrontation Est-Ouest a signifié l'effacement du sous-continent noir de la carte des points stratégiques de première importance. La marginalisation du vieux continent n'est plus à démontrer. Regroupant 13,2% de la population mondiale, elle participe pour 3% dans le commerce mondial et attire 1 à 2% des investissements directs étrangers.

Toutefois, dans les plans géostratégiques américains et français, l'Afrique noire demeure un espace disputé. L'alliance n'excluant pas la compétition dans le champ des relations internationales, De Gaulle, le chantre du nationalisme de la France contemporaine, n'a pas hésité à dire : « N'oubliez jamais que nos alliés sont aussi nos adversaires. De fait, les États-Unis sont des concurrents menaçants particulièrement en Afrique, où ils disputent aux entreprises françaises marchés tropicaux et méditerranéens et exploitation des matières premières stratégiques ».

La concurrence féroce que se livrent Américains et Français dans la course aux gisements pétroliers réduira-t-elle les chances de participation de l'Afrique centrale à la mondialisation ? La politique étrangère des États-Unis a toujours considéré la sous-région comme un pré-carré européen du fait de l'héritage colonial et du maillage territorial consécutif à la Guerre froide. Ce sont les fortes concentrations pétrolières du Golfe de Guinée attirant les compagnies américaines qui ont conduit les stratèges américains à ranger dans les oubliettes de l'histoire ce montage géopolitique. Andrew Douglas confirme ce propos lorsqu'il déclare que : « Le pétrole est le domaine où se mesure la rivalité entre les États occidentaux et particulièrement la France et les États-Unis » (Douglas 1998 :205-226). Comme probable source d'approvisionnement pétrolier pour les États-Unis, l'Afrique centrale est contrainte de se pencher sur son avenir pour espérer être maître de son destin, réussir son décollage économique.

4- Quel avenir pour l'Afrique centrale ?

Dans le contexte de la mondialisation, chaque ensemble (sous) régional s'organise pour ne pas être marginalisé. Mais, l'Afrique centrale traverse aujourd'hui, et peut-être pour longtemps, une période où se

Les Cahiers de l'IGRAC

conjuguent incertitude et instabilité. Elle apparaît comme une « dupe de la mondialisation » soumise au contrôle hégémonique des principaux acteurs de la scène internationale. Le devenir des ressources pétrolières de l'Afrique centrale fait aujourd'hui l'objet de sérieuses réflexions. Il sied important de voir comment le pétrole, au lieu d'être l'enjeu des convoitises entre les multinationales occidentales ou encore l'origine des conflits armés, pourrait contribuer au développement économique des pays producteurs.

Le pétrole en Afrique centrale est à la fois chance et malédiction. Il peut apporter aux populations le bien-être, comme au Botswana, en Algérie et en Libye. Les recettes générées par le pétrole ont contribué à la construction et à la modernisation de ces pays. Pour le moment, la rente pétrolière produit et véhicule la malédiction avec les nombreux conflits armés et tensions qui font l'actualité de cette partie de l'Afrique. L'histoire du pétrole y est centrée sur le politique et l'argent. La gestion calamiteuse des ressources pétrolières par les oligarchies politico-tribales fait l'objet de plusieurs polémiques. On comprend donc pourquoi, au-delà du sort de la réussite de certains pays, ont été produites de nombreuses thèses sur le pillage des ressources, la désarticulation et le blocage des économies, la dépendance et la domination. Bref, on a là autant de faits dont la combinaison est, à l'instar de la colonisation, une cause du sous-développement. L'histoire du pétrole étant particulièrement liée à la domination politique et économique des grandes puissances, l'avenir des pays pétroliers d'Afrique centrale se pose avec acuité.

Les régimes politiques de la sous-région arrivent à se maintenir en utilisant la force ou la corruption. Pourtant, cette pratique bloque les processus démocratiques, exacerbe les divisions internes et crée des situations insurrectionnelles dans les zones d'extraction de pétrole. Le clientélisme altère non seulement toute possibilité de développement économique, mais engendre une dépendance totale envers les sociétés pétrolières et l'endettement des pays producteurs de pétrole.

Les mécanismes de versement de la rente pétrolière sont opaques; les différentes compagnies s'immiscent dans les affaires intérieures des pays producteurs. Les prix du pétrole se négocient sur la base de la loi de l'offre et de la demande. Si les pays de l'OPEP disposent de l'arme de la baisse de la production pour tenter de réguler le marché pétrolier, les pays africains restent dépendants de leur bon vouloir. Les contrats mal négociés et signés par les élites gouvernantes sont à l'avantage des compagnies pétrolières, renforcent la dépendance économique de la sous-région (ACERAC 2002), dévoilent la corruptibilité des gouvernants recevant des milieux d'affaires du pétrole d'importantes sommes d'argent. Les contrats conclus comportent le versement d'une redevance de 175%, fixent, par exemple, la part d'ELF dans le *profit oil* à 35%..

Comparativement, en Algérie, troisième producteur africain de pétrole et de gaz, la rente pétrolière représente 60% du budget de l'État et 95% des recettes en devises.. dans le partage, 49% des parts sont affectées aux compagnies étrangères ayant procédé à l'exploration et 51% à l'État représenté par la SONATRACH (société publique d'hydrocarbures.).

Quant à la Libye, la gestion centralisée des ressources pétrolières a permis de faire face à l'embargo frappant le pays depuis l'attentat de Lockerbie en 1988, et d'améliorer le cadre de vie des citoyens en investissant dans l'éducation, la santé et les infrastructures. En Afrique centrale, le pétrole, pomme de discorde par excellence, fait partie des joyaux du « domaine présidentiel. Le financement occulte pratiqué par les sociétés pétrolières renvoie à l'histoire des caisses noires dont l'actualité a été lisible à travers l'affaire Elf (voir ci-dessus).

La gestion transparente de la manne pétrolière reste l'équation à résoudre pour pouvoir réformer et reconstruire l'Afrique centrale. Il est urgent de mettre un terme à la pratique du gage de redevance et à la dérogation aux règles et principes budgétaires élémentaires articulés à la séparation des pouvoirs et des fonctions. Il faut redynamiser l'universalité budgétaire, la non-concentration des recettes au détriment du produit brut. Les champs en exploitation doivent aider à la maximalisation des profits. Ce faisant, on aura en ligne de mire l'existence de champs de pétrole déjà « amortis ». Les compagnies doivent arriver au partage des profits pour permettre à certains pays africains de se développer. Cela implique la révision des législations et des codes éthiques ainsi que la mobilisation de moyens appropriés de lutte contre la corruption. On créera, à l'image du Tchad, un comité de contrôle composé de responsables gouvernementaux, de représentants de la Chambre des Comptes, du parlement et de la société civile.

L'Afrique centrale se caractérise par des taux élevés en matière d'analphabétisme, de mortalité, de malnutrition. Ses infrastructures routières, sanitaires et scolaires laissent totalement à désirer. Les différents conflits armés ont hypothéqué son développement économique, accentué sa marginalisation, converti en choses les mieux partagées l'instabilité politique et l'insécurité aux frontières les choses les moins (RCA-Tchad et/ou Nigeria- Cameroun) et dans l'hinterland (cas du Congo Brazzaville). Les compagnies pétrolières violent les engagements pris dans le domaine de la protection de l'environnement, des emplois et des marchés. L'exploitation du pétrole est un élément perturbateur de l'environnement (Exemple du pipeline Cameroun.-

Les Cahiers de l'IGRAC

Tchad). Toutes ces données devront faire l'objet de réflexions nourries et fécondes en vue de trouver des solutions appropriées.

Comme objet de réflexion, on a aussi le potentiel de l'industrie pétrolière d'Afrique centrale. L'accent est à mettre sur la production actuelle, les réserves prouvées et les perspectives de développement. Il faut revoir surtout les méthodes conventionnelles de recherche et de prospection du pétrole, la qualité de l'exploration et de l'exploitation du pétrole; les stratégies de prise de décisions et les opportunités d'affaires dans l'exploitation pétrolière.

Les États producteurs manquent souvent de capacité d'absorption de la rente pétrolière, ce qui signifie particulièrement un manque de main-d'œuvre qualifiée et explique en partie le rôle dominant de la planification et du rôle d'agent productif. Les ressources humaines constituent donc un point de focalisation des politiques officielles de reconstruction de l'Afrique centrale où, pour l'heure, l'immobilisme politique est monnaie courante.

La nécessité de résoudre la question du financement de l'industrie pétrolière est posée. On peut en dire autant avec la recherche, le transport et le stockage. Le système de financement africain ayant montré ses limites dans le soutien des charges relatives à l'exploration, l'exploitation et la distribution des ressources pétrolières, la mobilisation des capitaux devient quelque chose de crucial pour les États et les sociétés pétrolières.

Un peu partout en Afrique centrale, il se pose aussi des problèmes d'ordre technique et financier. Ces problèmes sont liés à la nature des gisements en hydrocarbures et surtout à l'aptitude des opérateurs à s'adapter aux marchés pétroliers. Très souvent, à cause d'une très forte extraversion du secteur pétrolier, les pays producteurs sont incapables de concourir économiquement en augmentant leur production.

Pour que l'Afrique centrale devienne une véritable puissance pétrolière souveraine et donc capable de prendre des décisions propres, il lui faut des moyens suffisants de prise en charge d'activités telles que l'exploration, l'exploitation des gisements pétroliers et la transformation du brut exploité.

En somme, il s'agit d'inverser les tendances décrites ci-dessous. On estime aujourd'hui que 95% de la production pétrolière est exportée en direction de l'Occident. Achetée régulièrement avant d'être exploitée, cette production profite rarement aux pays producteurs.

La bonne gouvernance, qui relève de la volonté de tous, est la dernière perspective à mettre en avant. Sans elle, pas d'avenir prometteur pour l'Afrique centrale.. C'est ainsi que les Évêques de la sous-région, réunis en 2002 au sein de l'Association des Conférences épiscopales de la Région d'Afrique centrale (ACERAC) proposent les mesures suivantes :

Ouvrer pour la juste répartition des fruits du pétrole par l'investissement des revenus générés dans les secteurs sociaux offrant les services à coût réduits à tous les Citoyens et Citoyennes; gérer les ressources naturelles de manière professionnelle en créant des fonds fournis pour les générations futures et en investissant dans la diversification des activités économiques; favoriser la transparence en impliquant la Société civile dans tous les processus de prise de décision engageant l'avenir des nations, notamment par la diffusion des informations relatives à l'exploitation du pétrole et autres ressources, les consultations des groupes organisés lors de l'élaboration des contrats; veiller au respect des engagements pris par les compagnies pétrolières et toute autre entreprise engagée dans l'exploitation du pétrole; prévenir les conflits en investissant non dans l'armement, mais dans les activités d'édification de la paix.

élaborer des plans de compensation justes allant au delà de l'aspect matériel pour intégrer les préjudices moraux causés par leur action sur l'harmonie des peuples et des nations; considérer les populations locales comme des partenaires en leur offrant la possibilité de définir leurs besoins en matière de compensation communautaire et d'ouvrage social à réaliser; s'abstenir de toute implication directe ou indirecte dans les conflits qui sèment la mort dans la Région; contribuer à la transparence et à la lutte contre la corruption en publiant les revenus pétroliers qu'elles reversent aux États.

Ces deux recommandations faites respectivement pour les élites gouvernantes et les sociétés pétrolières, apparaissent comme des nécessités urgentes pour les pays producteurs africains. La reconstruction des États et les relations avec les citoyens dans la perspective d'une distribution des ressources signifient restructuration, revitalisation et restauration de l'État de Droit, promotion de la bonne gouvernance, mise en place et en fonctionnement de gouvernements légitimes, encouragement du partage équitable du pouvoir et des ressources.

Les Cahiers de l'IGRAC

Conclusion

L'Afrique connaît des leurre d'Etat bâtis sur la destruction des liens sociaux, qui a permis l'application des politiques économiques de prédation. La rente pétrolière a servi et sert encore à entretenir l'appareil étatique détourné à des fins personnelles. La capture de cette rente se poursuit grâce à la construction des « pétrodictatures ».

Matière première stratégique, le pétrole attise les convoitises des grandes puissances industrielles depuis plusieurs décennies. L'or noir est un enjeu primordial de la géopolitique actuelle. « Tant qu'on ne découvrira pas l'énergie miraculeuse non polluante et non ruineuse en terme de coûts, le monde aura besoin du pétrole. Ce qui ne cessera d'attiser des convoitises », conclut un contemporain.

Références bibliographiques

Ouvrages

- Achnar, G., 2002, *Le choc des barbaries. Terrorisme et désordre mondial*. Complexe
- Badie, B., 1995 : *La fin des territoires*, Paris, Fayard
- Bayart, J.F., 1989 : *L'Etat en Afrique : la politique du ventre*, Paris, Hachette
- Bayart, J.F., Ellis, S. et Hibou, B. 1997, *La criminalisation de l'Etat en Afrique*, Bruxelles, Complexe.
- Bazenguissa-Ganga, R., 1997 : *Voies politiques au Congo*, Paris, L'Harmattan
- Bazenguissa-Ganga, R., 1996, *Milices politiques et bandes armées à Brazzaville*, Paris, CERI, FNSF,
- Bernard, P., 1960, *Pétrole français*, Paris, Hachette
- Chevalier, J.M, 1973, *Le nouvel enjeu pétrolier*, Paris, Calmann Levy
- Dobry, M., 1992, *Sociologie des crises politiques*, Paris, Press de la FNSP
- Dollfus, O., 1997, *La Mondialisation*, Presse de Sciences politiques, Paris
- Jacquet, P., et Nicolas, F., 1991, *Pétrole: crise, marchés et politiques*, IFRI
- Le Floch Prigent, L., 2001, *Affaire Elf, Affaire d'Etat*, Paris, Cherche Midi
- Makouta Mboukou, J.P., 1999, *La destruction de Brazzaville ou la démocratie guillotinée*, Paris, L'Harmattan
- Menga, G., 1993, *Congo, la transition escamotée*, Paris, L'Harmattan
- Michaud, Y., 1978, *Violence et politique*, Paris, Gallimard Les Essais
- Obenga, Th., 1998, *L'Histoire sanglante du Congo(1959-1997)*, Paris, Présence Africaine
- Roy, O., 1997, *La nouvelle Asie centrale*, Paris, Seuil.
- Ruffin, J.C, 1999, *Economies des guerres civiles*, Paris, Hachette
- Smith, S. et Glaser, A., 1994, *L'Afrique sans Africains*, Stock, Paris
- Verschave, F. X., 1998, *La Françafrique le plus long scandale de la République*, Stock
- Verschave, F. X., 2000, *Noir silence, qui arrêtera la Françafrique ?* Paris, Les Arènes
- Verschave, F. X., 2001, *L'envers de la dette. Criminalité politique et économique au Congo et en Angola*, Paris, Agones,
- Verschave,et BECCARIA, 2001, *Noir Procès. Offense à Chefs d'Etat*, Paris, Edit.
- Yitzhak Koula, 1999, *La démocratie congolaise brûlée au pétrole*, Paris, L'Harmattan
- Zaiki Laidi, 1997, *Malaise dans la Mondialisation*, Paris, Textuel

Les articles

- ACERAC, 2002, « *L'Eglise et la pauvreté en Afrique centrale :le cas du pétrole* », Malabo, Juillet .
- Champin, Ch., 2000, « *Le pétrole : cadeau empoisonné pour l'Afrique centrale ?* », RFI, Avril .
- Douglas, A.Y., 1998, « *Central Africa : Oil and franco-american rivalry* », in *Afrique Politique*, Karthala, Paris, p. 205-226
- Girard, M., 1993, « *Les conceptions de l'ordre dans les relations internationales* », in *Cahiers français* n° 263, Oct-Déc. .
- Golub. Ph., 2002, « *Les dynamiques du désordre mondial .Tentation impériale* », in *le Monde diplomatique*, n° 582, Septembre
- Jame Dao, 2002 "In quietly courting Africa, US. Like the Dowry: Oil", in *The New York Times*, 18 septembre.
- Joxe, A., 2002, : « *L'Empire américain : Clausewitzien ou virtuel ?* », in *Débat stratégique*, n° 61.

Les Cahiers de l'IGRAC

- Julian Lindley French, 2002, « Le paradoxe de la puissance américaine et le dilemme transatlantique », in *Cahier de Chaillot* n° 52, Institut d'études politiques de sécurité, Paris
- Kagabo, J., 1997, « Afrique centrale : Des conflits et recompositions qui font peur », in *Recherches internationales* n° 49, Paris..
- Ken Silverstein, 2002, "Oil Politics in Kuwait of Africa", *Nation*, New York, Klare, M., 2002, : « Les vrais desseins de M.Bush », in *le Monde diplomatique* n° 584,
- Klein, 1999, « Les acteurs réels de la crise en Afrique centrale », in *Défense nationale* n° 55
- Odzambo, S. 1997, « Le Gabon entre pétrole et démocratie », *Monde diplomatique*,